

CONSEILLER·E TERRITORIAL·E SOCIO-ÉDUCATIF·VE

Note de cadrage indicatif

La présente note de cadrage ne constitue pas un texte réglementaire dont les candidat·es pourraient se prévaloir, mais un document indicatif destiné à éclairer les membres du jury, les examinateur·rices, les formateur·rices et les candidat·es.

ÉPREUVE ORALE FACULTATIVE DE LANGUE

Concours sur titres avec épreuves

Intitulé réglementaire :

Décret n° 2013-648 du 18 juillet 2013 fixant les modalités d'organisation du concours sur titres avec épreuves pour le recrutement des conseillers territoriaux socio-éducatifs

Une épreuve orale facultative de langue vivante consistant en la traduction en français, sans dictionnaire, d'un texte dans la langue choisie suivie d'une conversation dans cette langue.

Les candidat·es choisissent, lors de leur inscription, l'une des langues étrangères suivantes : anglais, allemand, espagnol, italien, portugais, néerlandais, russe, arabe moderne ou grec.

Durée : 15 minutes

Préparation : 15 minutes

Coefficient : 1

L'épreuve ne comporte pas de programme réglementaire.

Cette épreuve est l'unique épreuve facultative d'admission du concours de conseiller·e territorial·e socio-éducatif·ve.

Seuls les points excédant la note de 10 sont réglementairement pris en compte et, affectés d'un coefficient 1, s'ajoutent au total des points pour l'admission.

L'épreuve ne compte pas de note éliminatoire.

Les candidat·es choisissent en s'inscrivant au concours de subir ou non cette épreuve, le choix de la subir comme celui de la langue étant définitifs à la clôture des inscriptions.

I- UNE ÉPREUVE ORALE DE TRADUCTION EN FRANÇAIS SUIVIE D'UNE CONVERSATION

Le jury de cette épreuve est généralement composé de deux examinateur·rices spécialisé·es.

A- Une traduction en français

Cette épreuve est une épreuve de **traduction en français** d'un texte écrit dans la langue étrangère choisie par la/le candidat·e au moment de son inscription, c'est-à-dire une épreuve de **version**.

L'épreuve commence par le tirage au sort d'un texte par la/le candidat·e, soit devant le jury qui l'interrogera, soit devant des agent·es du centre organisateur. Le jury ou les agent·es du centre organisateur prennent le soin de préciser à la/au candidat·e, au moment du tirage au sort, le déroulement précis de l'épreuve. La/le candidat·e dispose ensuite d'un temps de

préparation de 15 minutes **sans dictionnaire** et sans autre document que le texte, au terme duquel elle/il vient se présenter auprès du jury pour débiter l'épreuve.

L'attention de la/du candidat-e est attirée sur le fait qu'elle/il n'est pas autorisé-e à annoter le texte qu'elle/il devra restituer au jury au terme de l'épreuve.

Il n'est pas prévu de second tirage au sort au cas où le premier texte ne conviendrait pas à la/au candidat-e.

La/le candidat-e est invité-e à **lire tout ou partie du texte** original, puis à **livrer la traduction de tout ou partie du texte**. Le jury laisse généralement la/le candidat-e traduire sans l'interrompre sauf pour l'aider à poursuivre si elle/il est en difficulté ou pour mettre fin à une traduction si laborieuse qu'elle ne permettrait pas un temps de conversation suffisant.

B- Une conversation en langue étrangère

La traduction est suivie d'une **conversation dans la langue étrangère** choisie par la/le candidat-e.

Les **questions** posées par le jury le sont **en langue étrangère** et portent essentiellement, après, le cas échéant, quelques demandes de précisions sur la traduction opérée par la/le candidat-e, **sur le sujet abordé par le texte** en l'élargissant le cas échéant à d'autres questions relatives aux grands problèmes politiques, économiques, culturels ou sociaux du monde contemporain.

II- UN TEXTE

Compte tenu de la durée de l'épreuve, les textes comportent de l'ordre de 300 mots.

Le niveau d'exigence est relativement élevé : on peut estimer, en l'absence de tout programme réglementaire, que le niveau de langue requis est celui attendu à l'issue des études secondaires pour la langue vivante 1 (LV1) au baccalauréat (niveau B2 du CERCL – cadre européen commun de référence pour les langues).

Les textes présentent un intérêt pour un-e futur-e conseiller-e socio-éducatif-ve. Il s'agit de textes portant sur les grands problèmes politiques, économiques, culturels ou sociaux du monde contemporain. Ces textes ne sont pas excessivement littéraires, en décalage avec la pratique contemporaine de la langue.

III- UN BARÈME PRÉCIS

Les jurys adoptent généralement un barème précis allouant des points à chacun des temps de l'épreuve :

- lecture du texte (fluidité, prononciation, intonation) ;
- traduction du texte ;
- conversation dans la langue (compréhension, qualité de l'expression).

Un découpage précis du temps et des points :

Le jury peut adopter le découpage suivant :

	<i>Durée</i>	<i>Points</i>
I- Lecture de tout ou partie du texte	environ 2 mn	8
II – Traduction de tout ou partie du texte	environ 5 mn	
III – Conversation - Sur le thème abordé par le texte ; - Sur d'autres questions (en lien avec le thème du texte) relatives aux grands problèmes politiques, économiques, culturels ou sociaux du monde contemporain.	environ 8 mn	12

La/le candidat·e est ainsi évalué·e à la fois :

- sur sa capacité à lire distinctement un texte en langue étrangère ;

- sur sa capacité à le comprendre et à le restituer dans un français correct : la traduction d'un texte d'une langue dans une autre requiert une bonne connaissance non seulement du lexique dans les deux langues, mais aussi des tournures idiomatiques propres à chaque langue. Une bonne maîtrise de la grammaire des deux langues est également nécessaire pour bien traduire un texte. Enfin, une juste perception, au-delà des mots, de l'esprit même du texte, est indispensable à une bonne traduction ;

- sur son aptitude à comprendre les questions posées et à y répondre correctement. Il est attendu de la/du candidat·e qu'elle/il sache exprimer son point de vue, qu'elle/il ne fasse pas de fautes conduisant à des malentendus, qu'elle/il fasse preuve d'une aisance suffisante dans la langue pour faciliter la discussion et qu'elle/il soit capable de produire un discours clair et cohérent.

Enfin, si le jury évalue avant tout la maîtrise de la langue de la/du candidat·e, la manière dont celle/celui-ci se comporte pendant l'épreuve - notamment sa juste appréciation des obligations que lui impose sa qualité de candidat·e face à un jury souverain - joue un rôle non négligeable.